

*Le budget—M. Langdon*

C'est exactement ce que nous avons prédit qui arriverait avec l'accord de libre-échange, et c'est exactement ce qui se produit à mesure que le gouvernement nous fait avancer dans cette impasse économique.

Il n'y a pas que nous qui commençons à remarquer que le gouvernement fait complètement fausse route. Même le *Conference Board* a déclaré que le budget nous mènera à la récession. Quand des usines à penser conservatrices comme le *Conference Board* commencent à voir la réalité, à moins d'être aveugles comme ce semble le cas du ministre des Finances, force nous est de reconnaître que des préjudices graves sont causés à notre pays et aux hommes et aux femmes qui y travaillent et qui veulent travailler dans leur pays.

On attribue tous ces revers au déficit. Les vastes compressions dans tous les services de l'État et les hausses d'impôt massives qui sont adoptées se trouvent toutes légitimées par le fait que, comme nous le disent les annonces de télévision, 36c. de chaque dollar que perçoit le gouvernement vont au remboursement de la dette.

Malheureusement, ces annonces ne montrent pas le revers de la médaille. D'abord, elles ne nous disent pas que si 36c. de chaque dollar de recettes fiscales vont au remboursement de la dette, au paiement des intérêts de la dette, c'est parce que le gouvernement a permis que les taux d'intérêt augmentent tellement qu'ils dépassent de trois points les taux américains. C'est un écart sans précédent dans l'histoire économique moderne de notre pays. Ces annonces ne nous disent pas non plus qu'en enregistrant des déficits notre pays a réussi, comme Clarence Barber de l'Université du Manitoba l'a calculé, à produire une croissance supplémentaire de 150 milliards chaque année.

• (1540)

J'ai recueilli des chiffres qui montrent ce que devient la dette à long terme des grandes sociétés, celles-là même qui nous disent que les changements mis en vigueur au Canada sont nécessaires. Lorsque nous examinons la dette à long terme des sociétés canadiennes, nous nous apercevons que, en quatre ans, celle-ci a pratiquement doublé pour la plupart des grandes sociétés. Personne ne s'en inquiète parce que cette dette sert à stimuler la croissance des sociétés elles-mêmes. C'est exactement la même chose qui se passe à l'échelle nationale, lorsqu'on tâche de garder des gens au travail, de faire avancer les

projets de développement, d'assurer l'expansion des activités selon les normes du secteur public.

Ce ne sont pas mes calculs, mais ceux de Clarence Barber, un des économistes les plus réputés du Canada. Nous avons réussi à produire une croissance supplémentaire de 150 milliards de dollars et, en conséquence, à créer les milliers d'emplois qui vont avec cette croissance. C'est l'autre côté de la médaille. Cet aspect est beaucoup plus important que les simples statistiques que le gouvernement débite au sujet de ces 36c. par dollar d'impôt qui serviront à payer les intérêts de la dette publique. Il est beaucoup plus important de reconnaître que, en adoptant une approche créatrice, une approche expansionniste, il est possible de stimuler encore davantage la croissance, de recueillir encore plus de recettes fiscales et d'avoir encore moins de chômage au Canada. Par conséquent, les Canadiens en retirent de meilleurs avantages.

Je rentre de Summerside où les conséquences de ce budget sont particulièrement flagrantes. Hier soir, je me suis adressé à la population de Summerside qui est atterrée par ce que vient de lui faire un gouvernement irréflectif et égoïste, et inconscient des conséquences humaines du chômage qu'il créera s'il ferme la base.

Cet établissement est très important non simplement pour le développement économique de l'Île-du-Prince-Édouard, mais aussi pour la croissance économique et le bien-être de la région atlantique. C'est à partir de cette base que sont effectuées les opérations de recherche et de sauvetage qui revêtent une si grande importance pour la flotte de pêche de cette région. C'est aussi de là que les avions de surveillance décollent pour assurer que notre zone économique exclusive, au large de la côte de l'Atlantique est étroitement surveillée, de façon que les Canadiens aient la chance de profiter de leurs ressources. La base est un élément important, non de la puissance militaire du Canada, mais des perspectives économiques sur la côte de l'Atlantique.

Elle est aussi capitale pour le développement économique de Summerside et de l'Île-du-Prince-Édouard, car 2,2 p. 100 des emplois dans l'Île-du-Prince-Édouard y sont reliés. La fermeture de cette base aura autant d'incidence qu'en aurait la décision par le gouvernement de retirer l'industrie automobile de ma ville, Windsor. C'est comme si le gouvernement décidait de retirer le chantier naval de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick.

Je rappelle au gouvernement que, lorsque la survie économique de villes comme la mienne et Saint-Jean a été menacée par le passé, le gouvernement a assumé ses responsabilités. Des garanties de prêts de 150 millions de